

La crise du capitalisme contemporain :

A propos de la croissance

P. Boccara

Paul Boccara présente ici quelques remarques, d'ordre général, sur l'article de V. Largentière : « Le capitalisme contemporain et la croissance » paru dans deux précédents numéros de la revue. (1)

V. Largentière s'est attaqué à un problème extrêmement important et difficile, pour la solution duquel il apporte de nombreux éléments intéressants. Il s'est efforcé, d'autre part, d'introduire des nuances et des restrictions nécessitées par la complexité de la question et la fragilité des sources d'information.

Sans méconnaître les mérites de l'étude et sans s'attacher à tous ses aspects, Paul Boccara fait, ici, quelques réserves et quelques suggestions de portée théorique générale.

I - Le phénomène de la croissance

1) La mesure de la croissance

L'importance de la croissance depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et son accélération dans de nombreux pays capitalistes, par rapport à la période 1929-1939, sont incontestables. Certains marxistes, influencés par quelques-unes des thèses sur la crise générale du capitalisme élaborées au lendemain de la grande dépression des années 30, et développées encore en 1952, éprouvaient quelques difficultés devant ce fait. Rappelons que N. Khrouchtchev a souligné, au XX^e Congrès, l'importance de cette croissance, en critiquant les vues dogmatiques et sectaires (liées à l'influence de Staline) mais aussi l'attitude révisionniste et opportuniste, tributaire en définitive de

cette même position dogmatique (2).

C'est dire l'intérêt de l'étude de V. Largentière.

(1) « Économie et Politique », juin-juillet et août 1963 (nos 107-108 et 109).

(2) « Il ressort du tableau ci-dessus qu'en 1955 la production industrielle du monde capitaliste tout entier a dépassé de 93 % le niveau de 1929.

Est-ce à dire que le capitalisme est parvenu à surmonter ses contradictions internes et à acquérir la stabilité ? Nullement ! La crise générale du capitalisme continue de s'approfondir... Disons ici que les marxistes-léninistes n'ont jamais cru que la crise générale du capitalisme signifiait le marasme total, l'arrêt de la production et du progrès technique. Lénine a signalé que la tendance générale du capitaliste à la putréfaction n'exclut ni le progrès technique, ni un essor de la production dans certaines périodes. « Mais ce serait une erreur de croire, écrivait Lénine, que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme... » etc... (Recueil sur le XX^e Congrès du P.C.U.S., édité par les « Cahiers du communisme », 1956, p. 23).

Cependant, en ce qui concerne tout d'abord la mesure de cette croissance, il faut faire quelques réserves. L'auteur conclut à

« l'accélération relative de la croissance de ces pays (capitalistes développés) par rapport aux performances économiques réalisées dans le passé ». (« *Economie et Politique* », n° 107-108, p. 45).

Il nous semble que ce qui apparaît de manière incontestable, c'est le redressement spectaculaire et l'accélération de la croissance par rapport à la stagnation des années 1929-1939.

Les chiffres utilisés par l'auteur montrent que la période 1922-1929 a connu, pour la plupart des pays, des taux analogues à ceux de 1950-1959, qui fournissent le point de départ de son étude. Mais, de plus, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, comme le note V. Largentière, totalisent en comprenant le passé plus lointain, 45 et 40 années, pendant lesquelles ils dépassent les taux actuels.

Par ailleurs, dans les données utilisées, la croissance est rapportée à la population active. L'auteur remarque que la croissance est ainsi exagérée dans les périodes se signalant par un accroissement lent de cette population et minimisée dans le cas inverse. Mais il aurait dû préciser que l'accroissement rapide de la population active caractérise surtout le passé antérieur à 1900. F. Perroux dans son étude sur la croissance (3) note le taux d'accroissement très élevé de la population à partir du milieu du XVIII^e siècle et souligne le fait que ce taux décroît à partir de la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours dans les pays capitalistes développés. L.H. Dupriez (4) reproduit des données opposant l'accroissement de la population en âge de travailler dans la deuxième moitié du XIX^e siècle à la diminution de cet accroissement à partir de 1920, pour le Royaume-Uni, la France et la Belgique. Pour donner une référence plus précise, ne concernant certes que la France, les résultats du recensement de 1962, rendus publics en juin 1963, établissent la stagnation de la population active française depuis le recensement de

1954 : augmentation de 0,6 % pendant toute la période (5). Que dire alors du taux annuel, puisque c'est lui qui est considéré !

Il faudrait aussi considérer l'influence des services, comptés dans le produit national brut (qui sert de référence à l'étude critiquée) et dont la part tend à s'accroître depuis la fin du XIX^e siècle. Il faudrait enfin savoir dans le système de prix de quelle époque ont été calculées les valeurs avancées.

Ainsi sur le plan quantitatif, la croissance contemporaine ne paraît pas, d'après les données utilisées (6), vraiment exceptionnelle par rapport aux performances passées, encore moins exceptionnelle si l'on fait intervenir le rattrapage d'après-guerre noté par Largentière, et les faibles taux de croissance des capitalistes anglais et américains, dont les poids spécifiques sont considérables dans le monde capitaliste. Cette croissance marquerait surtout une rupture avec la période 1929-1939 (7).

2) Les conditions de la croissance

Mais ce n'est pas là, à notre avis, le principal. Ce n'est pas la croissance proprement dite (*même si après étude plus approfondie, elle révélait une accélération par rapport aux rythmes du passé*) mais les conditions de la croissance qui nous paraissent constituer le fait nouveau le plus digne d'attention.

(3) F. Perroux : « Matériaux pour une analyse de la croissance économique », I.S.E.A., « Cahiers », série D, n° 8 (1955), p. 29.

(4) L.H. Dupriez : « Des mouvements économiques généraux », Louvain, 1947, t. 1, p. 309.

(5) Voir, par exemple, les « Cahiers du communisme », juillet-août 1963, p. 8-9.

(6) A noter que le tableau III (n° 107-108, p. 48) révèle, pour tous les pays considérés la coïncidence en 1958, du recul de la croissance, sinon de la stagnation ou de la régression. Il faudrait, peut-être, prendre, aussi, en considération, le ralentissement de la croissance en Europe occidentale, pendant la toute dernière période qui n'est pas examinée dans l'article.

(7) Sur la croissance dans le passé antérieur à 1913, voir également l'ouvrage cité de F. Perroux. Etudiant l'évolution du « revenu réel total » — ce qui n'est, certes, pas la même chose que le produit national brut — il souligne que le taux d'accroissement *décennal* s'élève au cours du XIX^e siècle et diminue très nettement à partir de la fin du siècle, pour la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis (Ibid., p. 46).

Parmi les caractères qualitatifs nouveaux de la croissance capitaliste, on doit mentionner « l'attention grandissante portée au problème de la croissance » dans les milieux dirigeants. V. Largentière la signale, au début de son étude. Mais il est nécessaire de l'expliquer (8). Cette explication n'est pas indifférente : la critique idéologique fait partie de l'étude matérialiste des faits.

Il faut, en effet, rattacher cette préoccupation nouvelle précisément à la stagnation qui a suivi la crise majeure de 1929 et qui faisait conclure à la crise du capitalisme lui-même (9). C'est l'époque où Keynes, notamment, porte dans sa « Théorie générale » de 1936 un coup décisif à l'optimisme de la théorie classique, comme on l'a dit. Il souligne le rôle de l'insuffisance de l'investissement liée à la baisse du taux de profit dans l'explication de la dépression et du chômage massif. Il présente la perspective d'une économie capitaliste quasi-stationnaire. C'est l'époque où A.H. Hansen écrit dans son célèbre ouvrage « Full Recovery or stagnation » :

« Les événements peuvent bien tourner de telle sorte que nous ayons à rechercher dans l'avenir de nouvelles sources d'investissement profitable... si nous voulons que survive le système économique existant... » (ouvr. cité, 1938, p. 30-31).

Dès 1939, R. F. Harrod pose le problème de la croissance dans des termes très modernes.

Si la croissance, pendant la guerre, pour les Etats-Unis notamment, et surtout après la guerre, a fait reculer les thèses stagnationnistes parmi les théoriciens bourgeois, l'ébranlement dans les idées et dans les institutions avait été suffisamment profond pour que la croissance demeure une préoccupation fondamentale : le problème restant le même quel que soit l'optimisme de conjoncture de tel ou tel théoricien. En 1947, L.H. Dupriez écrivait en conclusion de son ouvrage :

« Il n'est pas exclu qu'un jour des sociétés stationnaires ou quasi-stationnaires étouffent ainsi le progrès au

nom de la défense des intérêts établis. Heureusement pour le monde, ceux qui se lanceront les premiers dans cette voie seront irrémédiablement dépassés par les peuples plus entreprenants et plus disposés à transformer leur structure économique. La sécurité à courte échéance est grosse de menace pour l'avenir, dans un monde en compétition » (10).

Encore en 1959, Edouard Heimann parle de « la contrainte à l'expansion » et d'« une production qui est forcée de s'accroître pour éviter la dépression et le chômage » (11). En 1955, F. Perroux, dans un chapitre intitulé « Des raisons de l'intérêt porté aujourd'hui à la croissance économique », écrivait, évoquant « la croissance de l'économie mondiale, dans le dernier quart du XVIII^e siècle, durant le XIX^e siècle et jusqu'en 1913 » :

« Les déséquilibres économiques tendaient à se corriger en croissance... Nous avons appris, ajoute-t-il, durant la grande dépression qui a sévi de 1929 à 1933, à comprendre à fond les avantages des adaptations en expansion, parce que nous avons tous subi, à des degrés variables, les inconvénients des adaptations en contraction ». Et plus loin :

« Ce grand changement, beaucoup désireraient en secret de l'oublier, mais ils ne le peuvent plus. En effet, le Projet et le Plan de développement actif, conscient, « rationnel » de l'économie

(8) Il évoque dans la deuxième partie, « L'impératif » de la croissance et ce qu'il appelle « L'impact du socialisme ». Mais 1) il ne fait pas en considération la question essentielle de la crise interne du capitalisme; 2) analysant la compétition du socialisme, il fait de « la prise de conscience » le phénomène essentiel, alors qu'à notre avis, ce sont les transformations objectives en capitalisme monopoliste d'Etat, sous la pression des difficultés internes et au milieu d'une lutte de classes aiguë, qui sont essentielles.

(9) C'est peut-être, la principale faute de méthode de V. Largentière que de ne pas rattacher l'analyse de la croissance actuelle à celle de la stagnation des années 1930.

(10) Ibid, p. 540. Cette compétition comprend, à notre avis, aussi bien la compétition fondamentale du socialisme que les contradictions inter-impérialistes.

(11) « Après le succès du capitalisme — Où allons-nous ? », dans « Profit et croissance » (« Economie appliquée », janvier-juin 1959, p. 268.

est vivant par la pratique de la Russie soviétique et des démocraties populaires ».

Il montre que :

« Deux types de croissance ont chacun maintenant son puissant champion, que le choix entre ces deux types est dorénavant dans notre vie quotidienne. »

Et conclut :

« On comprend pourquoi les économies quasi libérales ont besoin d'une doctrine de la croissance et du développement qui leur soit propre... »

Mais les théories bourgeoises sur la croissance n'ont pas seulement une fonction idéologique ou de propagande (12).

Issues de la rénovation keynésienne de l'économie politique bourgeoise, elles visent à éclairer la politique économique nouvelle qui n'est possible que dans les conditions structurelles du capitalisme monopoliste d'Etat.

Livré aux monopoleurs, le capitalisme conduisait à la stagnation. La transformation en capitalisme monopoliste d'Etat a été imposée par les besoins objectifs du progrès des forces productives (dont la pression s'est accrue avec le développement inégal pendant la guerre et par une âpre lutte de classes (voir, par exemple, les Etats-Unis d'avant-guerre, la France de la Libération, etc.) et non simplement sous l'effet d'une prise de conscience des capitalistes.

II - Le rôle de l'Etat

1) L'importance du rôle de l'Etat

A l'époque où se formulaient les thèses sur la stagnation et la maturité capitaliste chez les économistes bourgeois, apparaissait, chez les marxistes, la théorie de la crise générale du capitalisme. Certaines des thèses marxistes tendaient à extrapoler la stagnation, au-delà de la période d'observation et, en soulignant tous les phénomènes simples et quantitatifs du pourrissement, à ne pas voir l'importance des transformations de structure du capitalisme dans son effort désespéré d'adaptation. (13)

L'accroissement général du rôle de l'Etat devient le moyen utilisé pour tenter de surmonter les difficultés du fonctionnement capitaliste, révélées par la détérioration de la conjoncture. Mais, cet accroissement approfondit la crise de la structure même du capitalisme (inaugurée par le passage au monopole). Le capitalisme monopoliste d'Etat, sur le développement duquel Lénine attirait l'attention dès 1917 (en liaison avec l'ébranlement profond de la guerre mondiale) est un indice de crise du capitalisme d'une extrême gravité. L'économie bourgeoise doit, dans des secteurs entiers, nier son

principe même pour se survivre. Cette transformation prépare les bases du socialisme ; rend plus urgente la révolution et plus facile la transformation révolutionnaire de l'économie. Mais la plupart des théoriciens marxistes des années 1930 étaient en recul par rapport à Lénine. Cependant, la pratique montrait que le capitalisme s'engageait résolument dans la crise générale représentée aussi par

(12) Non seulement en prétendant prouver « l'efficacité » et la capacité de renouvellement du régime capitaliste, mais en justifiant directement le profit : « Les nouveaux entrepreneurs ont soin de souligner que leur intérêt repose sur l'expansion de leur firme. Quel changement apporterait la nationalisation ? La confusion du profit et de l'investissement, fonction sociale, a désarmé bien des esprits ». (P. Bauchet, *Propriété publique et planification*, 1962, p. 41).

(13) Certes, un des meilleurs ouvrages, celui de Varga : *La crise économique sociale politique* (1935) souligne bien le rôle accru de l'Etat comme « le résultat principal des tentatives de surmonter artificiellement la crise » (p. 111), mais il n'en fait pas le phénomène central de son analyse.

Quant à ses perspectives stagnationnistes, il faut dire à sa décharge qu'il prévoyait que la bourgeoisie chercherait une autre issue : la guerre. Mais la guerre a développé considérablement le rôle de l'Etat. La perspective stagnationniste de Staline, après la guerre, devient beaucoup plus dogmatique, et sa myopie devant le capitalisme monopoliste d'Etat, en 1952, est très en retrait par rapport à Varga.

le capitalisme monopoliste d'Etat (14) (du New Deal de Roosevelt, aux Etats-Unis, à la politique de Schacht dans l'Allemagne hitlérienne) dont les manifestations devinrent éclatantes dans tous les pays capitalistes développés au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Dès 1936, Keynes reconnaissait, avec lucidité, dans la conclusion de son œuvre maîtresse :

« L'élargissement des fonctions de l'Etat, nécessaire à l'ajustement réciproque de la propension à consommer et de l'incitation à investir, semblerait à un publiciste du XIX^e siècle ou à un financier américain d'aujourd'hui, une horrible infraction aux principes individualistes (entendez « capitalistes », P. B.). Cet élargissement nous apparaît au contraire et comme le seul moyen, d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un heureux exercice de l'initiative individuelle » (15).

De nos jours, il ne faudrait pas commettre la même erreur (en sens inverse) que dans les années 30 : c'est-à-dire donner trop d'importance au mouvement actuel et surtout ne pas voir les transformations profondes de structure.

Certes, V. Largentière s'efforce d'analyser les transformations qualitatives qui sont à l'origine de la croissance contemporaine. Parmi les causes de cette croissance, il considère l'intervention de l'Etat. Mais il n'en fait pas du tout le phénomène central. Nous pensons, au contraire, que tous les faits actuels prouvent ce rôle central, nous ne disons pas « exclusif », et qu'en fait les analyses de Largentière confirment cette appréciation.

Concentrant son analyse sur le progrès de ce qu'il appelle « le taux de l'accumulation du capital » (16), pour expliquer la croissance de la période récente, il distingue quatre causes de l'évolution de ce taux. La quatrième intitulée « la transformation du revenu en capital » se réfère, en fait, au rôle de l'Etat (17). Mais il nous semble que ce rôle est nettement sous-estimé.

Il faut, au contraire, souligner l'aspect véritablement massif des investissements liés aux fonds publics. Il n'y a pas un

simple solde positif entre le « prélèvement sur l'investissement » et les dépenses publiques pour l'investissement, mais un accroissement tellement considérable du rôle de l'Etat qu'il constitue un caractère véritablement nouveau, qualitatif. Même sur le plan étroitement quantitatif, ce rôle a été primordial pendant la croissance plus rapide du « rattrapage » d'après-guerre en France. H. Ardant déclare en 1959 :

« Les fonds publics qui ont représenté plus de la moitié des dépenses d'équipement au lendemain de la seconde guerre mondiale, constituent encore maintenant plus du quart des ressources de ceux qui réalisent des immobilisations nouvelles ». (Préface de « Les investissements privés et le concours financier de l'Etat », 1959, p. 7, de M. Lagache). M. Lagache précise cependant :

« Toutefois les ressources privées qui représentent encore les trois quarts des investissements [en 1957] n'échappent pas pour autant à l'intervention de l'Etat ». (Ibid. p. 35).

En effet, un autre aspect qualitatif est remarquable : l'action de l'Etat intéresse directement tous les investissements importants. Non seulement l'Etat n'agit pas uniquement par l'environnement favorable créé par les investissements des entreprises nationalisées, mais les fonds publics investis, en dehors de ces entreprises, jouent un rôle d'autant plus grand qu'ils sont plus distribués et agissent même à faible dose comme appoint dé-

(14) Nous pensons que la crise générale du capitalisme comprend non seulement l'apparition du régime socialiste et la désagrégation du système colonial, mais encore le développement incessant du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat, processus qui nous paraît encore sous-estimé, de droite comme de gauche, dans les rangs marxistes.

(15) J.M. Keynes « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt de la monnaie » (1936), Paris 1959, p. 394.

(16) Nous ne discutons pas, car cela n'est pas essentiel à notre propos, le sens donné dans l'étude à cette expression.

(17) La première intitulée « les techniques d'utilisation de l'épargne », se rapporte également en grande partie à l'action des institutions publiques. Les deux autres seraient l'augmentation du taux de profit et l'extension de la sphère du capitalisme.

cisif. Toute l'économie privée est stimulée par les multiples aiguilles d'or placées aux endroits sensibles de cette nouvelle acupuncture. F. Bloch-Lainé reconnaît :

« On a pu dire que, depuis la dernière guerre, peu d'investissements sont restés réellement privés, que la plupart sont devenus « mixtes » de quelque manière... les investissements qui sont financés par les moyens traditionnels, exclusifs de toute intervention publique... ne forment plus qu'une minorité réduite... Toute entreprise de quelque importance doit aujourd'hui compter avec l'Etat banquier ». (« A la recherche d'une « économie concertée » 2^e édit., 1961, p. 8-9).

En ce qui concerne les investissements de capital fixe, les seules firmes publiques en représentent une part très considérable.

Pierre Bauchet souligne :

« L'effet d'entraînement des investissements des firmes publiques qui représentent de 35 à 40 % de la formation brute du capital fixe français... Cette part tend à s'accroître : elle est passée de 36 % en 1954 à 41,5 % en 1959. (Propriété publique et planification, p. 131.)

La part des entreprises nationalisées et des fonds publics avait été tout particulièrement importante pendant la reconstruction et la modernisation qui a suivi la Libération.

Or, V. Largentière, quand il mesure ce qu'il appelle :

« Le taux d'accumulation du capital », en France notamment, se réfère essentiellement au « taux de la formation brute de capital fixe » ! (n° 107-108, p. 51).

Enfin les investissements publics sont accrus quand se ralentissent les investissements privés (18).

Cependant V. Largentière — évoquant « l'accroissement... de la fraction des dépenses publiques consacrées aux investissements » et « l'accroissement de la part du revenu paysan consacré à l'accumulation », déclare :

« Ni l'un ni l'autre de ces facteurs... ni même les deux ensemble, ne peuvent expliquer à eux seuls un accroissement du taux de l'accumulation aussi important que celui qui est enregistré... cette explication... ne peut être que le complément d'une explication plus fondamentale » (« Economie et Politique », n° 107-108, p. 55).

En fait, il ne s'agit pas, dans son analyse, d'un « complément » dialectique, mais d'un élément juxtaposé.

2) L'évolution du taux de profit et l'Etat

L'évolution du taux de profit semble être pour l'auteur la cause fondamentale du progrès de l'accumulation et de la croissance. Il nous paraît aussi que la question du taux de profit est essentielle (19). Mais l'auteur affirme plus précisément :

« Si l'on admet l'hypothèse d'une baisse du taux de profit, les éléments essentiels du dynamisme du capitalisme français contemporain deviennent proprement inexplicables... si l'on admet la hausse du taux de profit, l'explication du dynamisme retrouve une logique et une cohérence qu'on ne peut pas attribuer au hasard.

Nous concluons donc en disant que la hausse du taux de profit est un des éléments essentiels d'explication de l'accroissement du taux d'accumulation ». (Ibid. p. 62).

Il est de la plus haute importance de remarquer que la relation n'est pas faite entre l'intervention de l'Etat, mentionnée dans l'article, et cette hypothèse de « la hausse du taux de profit ».

(18) « L'investissement direct par l'Administration ou indirect par des firmes publiques peut paraître alors un moyen privilégié d'accélérer l'investissement... les crédits d'investissements destinés au secteur public augmentaient sensiblement dans le budget de 1959 pour faire face à une menace de crise » (P. Bauchet, Ibid., p. 242). La même question se pose dans la conjoncture actuelle.

(19) Un autre aspect essentiel est celui de l'équilibre de la reproduction élargie, que n'évoque pas Largentière. Ici aussi, un élément décisif, permettant notamment une conversion d'une partie de la section I en section II, est représenté par le rôle de l'Etat (consommation d'Etat). Nous reviendrons, un jour, sur cette question.

Le passage concernant le rôle de l'Etat et celui sur la hausse supposée du taux de profit nous paraissent même contradictoires. Comment d'ailleurs comprendre que les interventions de l'Etat doivent, après la guerre, — et avec une ampleur qualitativement nouvelle — alléger le coût des investissements pour les capitaux privés, s'il y avait une tendance générale et durable à la hausse du taux de profit. C'est-à-dire si l'augmentation des investissements entraînait en général une augmentation plus que proportionnelle des profits ? Et, de même, comment expliquer le fait justement souligné par l'auteur qu'un grand nombre d'investissements publics (y compris un grand nombre des investissements des entreprises nationalisées) sont faits sans la considération classique du taux de profit — c'est-à-dire malgré un taux de profit bas, sinon nul — si la tendance générale profonde était à la hausse du taux de profit ?

Comment d'ailleurs analyser « croissance et profit » après la guerre, sans considérer « malthusianisme et profit » avant la guerre ?

À notre avis (20), il faudrait substituer à ces contradictions formelles une contradiction vivante. La hausse du taux de profit pour les grandes entreprises privées peut très bien coïncider avec une ten-

dance générale à la baisse du taux de profit à l'échelle de toute la société.

Dans cette hypothèse, le fait que l'Etat se charge des investissements les moins rentables permettrait justement aux capitaux privés de ne pas supporter le poids de la baisse tendancielle du taux de profit social et relèverait leur taux propre (21). Les secteurs de base peuvent être libérés de la stagnation.

« Nombre d'entreprises aujourd'hui publiques ont toujours été déficitaires et n'entraînaient de profit pour leurs propriétaires qu'au prix d'une gestion malthusienne » (Paul Bauchet, *Ibid.*, p. 41.)

De même, les fonds publics prêtés à des taux bas, ou donnés, et concernant les investissements privés importants relèveraient les taux en vue de les rendre attractifs pour l'investissement et non générateurs de malthusianisme (22). Le pillage des masses laborieuses par l'impôt et l'inflation viendrait à la rescousse de l'exploitation capitaliste normale pour relever le taux de plus-value sociale et donc le taux de profit.

La consommation d'Etat, notamment les commandes d'armements, raccourcirait la rotation du capital relevant le taux de profit des monopoles intéressés, etc.

III - La portée du débat

1) La lutte contre le profit, les monopoles et l'Etat des monopoles

Si les effets de la tendance générale à la baisse du taux de profit sont anihilés, pour les monopoles, au prix d'une altération profonde de la structure capitaliste et d'un approfondissement de toutes ses contradictions, ce n'est pas du tout la même chose que si le taux de profit s'accroît régulièrement de façon non contradictoire. D'un côté nous pouvons avoir une perspective de développement indé-

sur notre article consacré au capital et au taux de profit dans l'explication du capitalisme monopoliste d'Etat, qui paraîtra prochainement dans la revue.

(21) « Le secteur public intéresse principalement l'énergie et les transports où la rentabilité des investissements est faible et qui sont, dans la plupart des pays, en déficit. Ce trait caractérise la nationalisation dans les pays occidentaux et l'oppose à celle pratiquée dans les pays de l'Est où elle inclut aussi les secteurs rentables ». (P. Bauchet, « Propriété publique et planification », p. 33).

(22) P. Bauchet (ouvrage cité, p. 237) écrit, citant les « prêts du F.D.E.S. » notamment à la sidérurgie et à l'industrie des caoutchoucs artificiels : « Là où la rentabilité des équipements est faible, mais assez proche de la norme courante, une simple intervention de la puissance publique en permet la réalisation ».

(20) Nous ne voulons pas ici trop anticiper

fini (23). De l'autre, nous avons une crise généralisée de l'organisme capitaliste, étant donnée la barrière du profit. Et l'évolution objective du capitalisme nous montre elle-même la solution : la limitation démocratique du rôle du profit, par la nationalisation antimonopoliste, en attendant sa suppression socialiste.

Il faut faire, d'ailleurs, attention à ne pas confondre taux de profit et taux de plus-value (ou d'exploitation), taux de profit et masse du profit comme le montre bien Marx, en précisant que ces valeurs évoluent souvent en sens inverse, la baisse du taux de profit coïncidant, par exemple, avec une augmentation du taux de plus-value ou de la masse du profit. Ainsi, quand V. Largentière soulignant

« le retard persistant et croissant du salaire réel depuis 1958 »,

déclare qu'il

« traduit vraisemblablement une montée sans précédent du taux de profit » (n° 107-108, p. 59),

il semble oublier que le taux de profit rapporte la masse du profit (ou la masse de la plus-value à l'échelle de la société) au capital avancé. Du retard persistant du salaire, on ne peut, en l'absence d'autres éléments, tirer que l'augmentation du taux d'exploitation, c'est-à-dire du taux de plus-value, on encore l'accroissement de la masse du profit.

De même, alors que Largentière déclare que l'accroissement du salariat dans les secteurs non productifs de plus-value « est un indice important de la hausse du taux du profit », on pourrait soutenir — et on a effectivement soutenu (24) — le contraire. Ainsi les dépenses concernant les entreprises des services ou du commerce accroissent le capital nominal total de la société auquel doit être rapportée la plus-value du capital productif. Quant au financement des dépenses improductives d'Etat, il requiert sans doute un accroissement de la masse de la plus-value sociale, mais la question complexe du taux de profit n'en est pas pour autant tranchée. Pas plus que n'est élucidé

le problème de la tendance à la baisse (ou à la hausse) du taux de profit à l'échelle sociale et en longue période que nous ne prétendons pas du tout avoir résolu ici.

En ce qui concerne l'analyse des profits dits « classique », « de monopole » et « contemporain », bien que se rapportant à des problèmes réels, nous pensons qu'elle recèle beaucoup d'ambiguïtés et d'inconvénients.

La première ambiguïté consiste, d'ailleurs, dans le fait que ces divisions reçoivent un sens chronologique tout en s'opposant dans le monde actuel. Bornons-nous à quelques remarques.

Le profit à l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat n'est plus le profit du capitalisme monopoleur simple et encore moins celui du capitalisme pleinement concurrentiel, bien que tous trois reposent sur la plus-value. Cependant entre ces différents moments, il n'y a pas des oppositions mécaniques, mais des liaisons dialectiques.

Ainsi, même pendant le stade classique du capitalisme pleinement concurrentiel, pour le patron le profit ne venait pas seulement « de l'exploitation directe de ses ouvriers » pour reprendre l'expression de V. Largentière (n° 109, p. 34), mais aussi de l'exploitation de tous les ouvriers par la classe capitaliste. L'analyse marxiste de l'égalisation des taux de profit en un taux général le montre bien. D'où par exemple l'intérêt du patron dans la lutte politique contre la limitation légale de la journée de travail, comme d'ailleurs pour la politique commerciale extérieure (influence sur le prix des denrées ouvrières et aussi des matières premières, etc...).

Alors aussi, comme l'écrit Marx dans *Les luttes de classes en France 1848-1850* (Ed. Sociales, 1948, p. 109) :

(23) Bien que V. Largentière émette le pronostic que les taux de croissance de la dernière décennie ne pourront être maintenus sur une longue période. Mais il ne rattache pas ce pronostic au problème fondamental de la croissance qui est celui du profit.

(24) Cf. J.M. Gillman : « The falling Rate of Profit », *Marx's Law and its Significance to Twentieth - Century Capitalism*, London, Denis Dobson 1957.

« La classe capitaliste exploite la classe paysanne par l'impôt ».

La « socialisation » comme la « politisation » du profit atteignent leur limite qualitative avec le capitalisme monopoliste d'Etat (27). Loin de nous l'idée de sous-estimer la profondeur des changements intervenus et encore moins la nécessité de leur analyse renouvelée, mais il faut d'abord les situer correctement.

Par ailleurs, il nous semble que dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat la contradiction entre capitalistes monopoleurs et non-monopoleurs s'aggrave. Au contraire, V. Largentière paraît déceler une atténuation de cette contradiction dans les conditions du « profit contemporain », quand il souligne que

« la croissance du secteur (public) peut devenir et devient effectivement une condition du profit général du capitalisme »

Ou encore, quand il précise :

« le profit « contemporain » se distingue du profit de monopole en ce qu'il met en jeu des procédés qui favorisent certes avant tout les monopoles, mais qui éventuellement (ces choses doivent s'apprécier dans chaque cas concret) aident l'ensemble de la bourgeoisie, grande, petite, commerciale, industrielle, citadine, agraire » (n° 109, p. 34).

Outre que les phénomènes du « profit contemporain » concernent surtout l'utilisation par les monopoles du monopole d'Etat il serait, à notre avis, plus correct de comparer l'économie contemporaine à l'économie monopoliste simple. En effet, par définition, un profit de monopole ne profite qu'au monopole. Au contraire, au temps du capitalisme monopoliste simple, beaucoup de capitalistes font des profits qui ne sont pas de monopole.

D'autre part, l'Etat peut alors intervenir beaucoup plus fortement que de nos jours en faveur de la moyenne et même de la petite bourgeoisie, qui conservaient une grande influence politique. De nos jours, en période normale, bien que tel mécanisme pomopoliste d'Etat puisse profiter

aux moyens capitalistes (cela peut même être une nécessité), l'appareil d'Etat est incomparablement plus soumis aux intérêts des monopoles, qui se servent des nouveaux mécanismes pour briser les résistances à leur domination monopoliste. Un exemple est fourni par l'opposition des grands groupes et de la moyenne bourgeoisie locale dans « l'aménagement du territoire ». Autre exemple :

« La monnaie et le plan », qui, « dans les structures actuelles » sont, comme le reconnaît François Perroux, non pas « neutres », mais « pour les unités de production et les groupements économiques et financiers les plus grands et les plus puissants » (Le IV^e Plan français, 1962, p. 23).

Quant aux contradictions entre l'Etat capitaliste et les monopoles, elles se placent désormais dans le cadre d'un Etat beaucoup plus étroitement mis au service des monopoles. Certes, de même que les contradictions entre les monopoles demeurent vives, des contradictions entre l'Etat des monopoles et une grande entreprise monopoliste peuvent très bien apparaître. Mais elles restent normalement tout à fait secondaires quant à leur contenu réel, surtout par rapport à l'opposition entre l'oligarchie financière et la moyenne bourgeoisie même si, au contraire, la contradiction potentielle entre les monopoles et les nouvelles formes étatiques s'accroît et peut être utilisée par le mouvement démocratique. Sans faire cette distinction entre forme et contenu réel (lié au contenu de l'Etat), V. Largentière semble attacher la plus grande importance aux « conflits » « entre le monopole spécifique et l'ensemble de l'économie capitaliste », « entre l'entreprise privée même très puissante et l'appareil institutionnel » (n° 109, p. 37). Pour reprendre l'exemple du plan, l'ouvrage cité sur le IV^e Plan reconnaît :

« Les monopoles en France et en Europe gagnent en puissance relative.

(27) Si actuellement le caractère social de la production s'est imposé d'une façon nouvelle à la classe capitaliste, ce phénomène a le même rapport, dans son essence, avec le soi-disant « intérêt général » que du temps de Marx.

Ils engendrent des profits supranormaux... Le Plan, qui mise et compte sur eux, ne peut pas, en même temps, les combattre ». (Ibid. p. 22).

Mais, bien sûr, formellement, plan national et monopoles privés apparaissent comme antinomiques et dans les conditions d'un pouvoir démocratique la contradiction ne sera plus seulement formelle.

2) Le capitalisme monopoliste d'Etat et la crise générale du capitalisme

En sous-estimant le rôle de l'Etat dans la croissance, on sépare l'aspect positif du capitalisme actuel, que représente la croissance, de la crise évidente que représente le capitalisme monopoliste d'Etat. Lequel ne comprend pas d'ailleurs uniquement les investissements sur fonds publics, mais voit tous les rapports économiques capitalistes profondément altérés, dans la production comme la circulation, la répartition ou la consommation (25).

V. Largentière écrit :

« Nous avons l'intuition que l'histoire du capitalisme n'est pas un éternel recommencement, mais qu'il existe une conjoncture finale du capitalisme débouchant sur une structure finale, dont quelques éléments pourraient être trouvés dans l'analyse du cas américain ou du cas anglais. Mais entre ces soupçons et ces intuitions et la connaissance scientifique du phénomène, la marge est encore grande. » (« Economie et Politique, n° 109 1963, p. 28.)

En réalité, quelle que soit la croissance de tel ou tel pays, cela ne peut signifier, en aucune façon, que l'histoire du capitalisme est un éternel recommencement. S'il s'agit de « conjoncture », l'histoire est loin de se réduire aux variations de la conjoncture, aux répétitions des périodes de croissance et de stagnation, dépouillées de leur contenu. Quant à la structure, le développement du capitalisme monopoliste qui évolue en capitalisme monopoliste d'Etat en démontre bien les changements profonds et irréversibles. Le capitalisme monopoliste d'Etat apparaît bien comme « la structure finale » du capitalisme,

comme le concevait déjà Lénine en 1917. L'analyse scientifique est bien loin d'en être achevée mais cette structure représente pour nous beaucoup plus qu'une intuition.

Certes V. Largentière pense aussi aux différences de croissance et de structure concrète des divers pays capitalistes développés. L'étude de ces différences représente d'ailleurs un des aspects les plus intéressants de son travail. Mais, outre que les différences en question sont toutes relatives — tendance de tous ces pays à la stagnation dans les années qui suivent 1929, tendance de tous ces pays à la croissance dans les années 1950 — la question de la croissance pose le problème du capitalisme actuel en général. (26)

Et dans ces conditions, comment ne pas le caractériser comme le capitalisme monopoliste d'Etat ?

Ne mettant pas l'Etat au centre des transformations actuelles, V. Largentière semble préférer parler de « capitalisme contemporain ». Certes, la recherche marxiste n'a pas pour but de justifier des expressions consacrées (ou à consacrer) et ne doit jamais utiliser une formule comme argument. Mais de cette juste réaction contre le dogmatisme, il ne faut pas passer à un positivisme qui ferait fi de l'acquis antérieur et ne poserait presque plus le problème du capitalisme monopoliste d'Etat. Cette expression nous paraît synthétiser toutes les transformations structurelles et fonctionnelles actuelles. Elle désigne non pas une partie des phénomènes actuels, mais le stade même atteint par le capitalisme de monopole dans son effort de modification des structures, pour se survivre malgré la croissance impétueuse des forces productives.

(25) On peut voir, pour une première ébauche grossière de ces altérations, notre article paru dans « Economie et Politique », de mai 1961.

(26) V. Largentière, lui-même, évoquant « l'intuition » de l'existence d'« une structure finale du capitalisme », la situe au niveau des « hauteurs où se jugent les destins du capitalisme ». (N° 109, p. 28, souligné par nous).

La croissance de la production peut indiquer le succès *relatif* de cet effort. Mais dans ce sens, ce critère est valable pour n'importe quel stade de la structure capitaliste. Seule la gravité de la stagnation des années 30, indicative de la crise générale du capitalisme, est véritablement exceptionnelle. Elle semble avoir fait de la croissance un objectif vital du capitalisme.

La formulation de V. Largentière : « La croissance est la tentative qui résume tous les efforts d'adaptation du régime (et qui les facilite considérablement) » (n° 109, p. 33), souligné par nous) est unilatérale et, pour le moins, ambiguë. La croissance est un objectif fondamental et un résultat, plus ou moins heureux, de l'adaptation, mais non l'essence de l'adaptation elle-même qu'il faut analyser dans le rôle de l'Etat.

C'était précisément l'erreur des années 30 de ne pas mettre l'éclairage sur ce changement profond de la structure capitaliste, dont la portée est perceptible pourtant dès 1917, pour s'attacher presque uniquement aux phénomènes de stagnation et essayer d'en tirer un modèle d'évolution. Il ne faudrait pas recommencer cette erreur à propos de la croissance actuelle (27).

Quand il parle de « *structure finale* », V. Largentière pense surtout aux structures concrètes variant d'un pays à l'autre. Mais, il ne s'agit pas seulement, ni même principalement, de savoir si le type vers lequel tendrait l'évolution des pays capitalistes serait le type américano-anglais (à croissance faible dans l'après-guerre) ou le type italo-allemand (à croissance forte après la guerre). Encore que certains aspects, comme le stade avancé du développement capitaliste dans l'agriculture des pays anglo-saxons (28) ou encore l'avance technique du capitalisme américain, sont particulièrement dignes d'intérêt. Cependant, ces deux aspects ne militent pas en faveur d'un modèle *fatal* de croissance ralentie, mais en faveur de l'accroissement dans tous les pays capitalistes des forces tendant à freiner la croissance.

Il faut, avant tout, voir que le problème de la croissance se pose de façon quali-

tativement différente dans tous les types, tous représentatifs de la structure nouvelle et finale caractérisée par l'emprise grandissante de l'Etat au bénéfice des monopoles.

V. Largentière voit que le problème principal est celui de la structure commune à tous les types, quand il s'attache à l'analyse de ce qu'il appelle « le profit contemporain ». Cette analyse montre, en fait, le rôle déterminant de l'Etat (29).

Mais surtout, l'auteur n'analyse pas la nécessité des phénomènes très réels décrits sous le nom de « profit contemporain », comme un résultat de l'aggravation des contradictions internes du capitalisme : principalement l'antagonisme entre le progrès de la socialisation des forces productives et la *barrière du profit* (c'est-à-dire des rapports capitalistes). La concurrence capitaliste externe et la compétition du socialisme sont des formes sous lesquelles s'exprime, notamment, le progrès des forces productives.

Malgré les apparences et contrairement à V. Largentière, nous pensons qu'il faut toujours mettre l'accent *principal* sur la contradiction profit-croissance. La transformation structurelle qu'est le capitalisme monopoliste d'Etat (et qui se traduit, notamment, par les phénomènes du « profit contemporain ») vise à surmonter cette contradiction (entre autres contradictions). Elle n'y réussit qu'au prix d'une altération profonde du capitalisme.

Des mécanismes capitalistes classiques sont altérés, et sont télaborés des « méca-

(27) V. Largentière pose le problème d'« une conjoncture finale ». Il nous paraît plus juste de poser celui d'une *structure générale finale*. Parler de conjoncture finale du capitalisme, c'est donner à la réalité phénoménale de la conjoncture une *fatalité* qui exclut les réactions des hommes et de leurs institutions sociales. Ces réactions développeraient, au contraire, progressivement, la structure finale du capitalisme rendant, à chaque pas de son développement, toujours plus urgent le bouleversement de structure qu'est la révolution socialiste.

(28) Cependant l'apparition du capitalisme de monopole et de l'impérialisme ont représenté une structure générale nouvelle pour la France comme pour l'Angleterre, même si, comparativement, le développement du capitalisme dans l'agriculture française était très peu avancé et même freiné précisément par la solution externe de l'exportation des capitaux.

(29) V. Largentière a fini d'ailleurs, par y introduire, au passage, l'expression de capitalisme monopoliste d'Etat (Ibid., n° 109, p. 34).

nismes » nouveaux, pour reprendre l'expression de Lénine à propos de la Poste, monopole capitaliste d'Etat. Visant à sauver le régime capitaliste, la nouvelle structure prépare le socialisme qui utilisera ces mécanismes et aggrave au maximum les contradictions internes du système moribond (30).

La prolétarisation des paysans qui est certainement un des éléments de la croissance actuelle, comme le note V. Largentière, approfondit elle aussi les contradictions capitalistes. Mais il ne faut pas se contenter de l'aggravation quantitative, pour ainsi dire, des contradictions.

V. Largentière écrit à juste titre :

« L'habitude a été prise par les marxistes de mesurer quantitativement certaines contradictions du capitalisme : par exemple le chiffre des chômeurs, le taux d'emploi de la capacité de production, le niveau du salaire ouvrier, l'ampleur du recul pendant la crise, sont quelques-unes des normes qui servent à jauger où en sont les contradictions du capitalisme. Elles ont constitué pendant longtemps l'ossature de toute analyse de la crise générale du capitalisme. Est-ce une mauvaise habitude ? Non, bien entendu, à condition de ne pas confondre la mesure avec le phénomène à mesurer... Ce serait une façon tout à fait mécanique d'envisager l'évolution sociale que de considérer que la contradiction est forte seulement lorsque le chômage est important et que le pouvoir d'achat ouvrier est bas, et qu'elle « s'atténue » dans le cas contraire. » (Ibid., n° 109, p. 32) (31).

Mais réagissant ainsi contre certaines tendances dogmatiques, V. Largentière ne tendait-il pas à tomber dans un excès analogue ? Ainsi, quand il met sur la croissance, phénomène quantitatif, l'éclairage principal. De même quand, étudiant les aspects qualitatifs de la question, il ne s'attache pas tellement à l'étude des contradictions internes, qualitativement nouvelles, de la structure capitaliste, au pourrissement (32) du régime du profit que constitue le capitalisme mo-

nopoliste d'Etat. Mesurant la croissance et s'efforçant de l'expliquer, il n'analyse plus la crise interne et le déclin du capitalisme. Ce capitalisme actuel dont les rapports fondamentaux freinent plus que jamais la croissance, alors même que la nécessité de lutter contre ce freinage oblige à l'altération de ces rapports. La croissance, qui allait jadis de soi, devient une obsession pour la classe capitaliste sur laquelle pèse la hantise de la stagnation.

La crise du capitalisme contemporain ne réside pas simplement dans la stagnation, la régression ou le freinage de la croissance mais, dialectiquement, dans les conditions nouvelles de la croissance, à l'étude desquelles V. Largentière apporte, malgré les réserves faites, une contribution intéressante. Ces conditions constituent une réaction de la vie sociale — à travers une âpre lutte de classes (33) — à la stagnation due aux contradictions du système capitaliste arrivé au stade monopoleur. Elles altèrent profondément le capitalisme classique. Résultant de la transformation du capitalisme monoliste en capitalisme monopoliste d'Etat, elles portent à sa limite qualitative l'approfondissement des contradictions internes du régime bourgeois. Elles exigent, et rendent plus possible, — ne serait-ce que pour maintenir et améliorer la croissance — le contrôle démocratique du rôle économique de l'Etat et le passage révolutionnaire au socialisme.

(30) Les contradictions internes sont aggravées même quand l'Etat s'efforce d'harmoniser les rapports économiques. On retrouve, au carré, le vieux problème de l'« harmonisation » par les monopoles.

(31) Pour une autre critique de la façon insuffisamment dialectique d'interpréter les contradictions de la crise générale du capitalisme, voir par exemple notre article dans « Economie et Politique », de février 1961.

(32) Lénine remarquait, évoquant « les changements des rapports sociaux de la production » du capitalisme monopoliste, « il est évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production... que les rapports de l'économie privée et de la propriété privée constituent une enveloppe qui ne correspond plus à son contenu, qui doit nécessairement pourrir si l'on en diffère artificiellement l'élimination » (Lénine : « L'impérialisme », Oeuvres choisies, t. 1, 2^e partie, p. 570-71), souligné par nous.

(33) Et, ici, la compétition économique du socialisme fait partie de la lutte des classes.